

## **FICHE AMENDEMENT**

### **Proposition d'amendement à l'Article : 21, Partie II, Titre B**

**Déposée par: M. Ernâni Lopes, Mme. Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira**

**Qualité : - Membres et Suppléants**

---

~~1. La coopération plus étroite en matière de défense mutuelle telle que prévue à l'article 30, paragraphe 7 de la Partie I est ouverte à tous les États membres de l'Union. Une liste des États membres participant est reprise dans une déclaration annexée à la présente Constitution. Si un État membre souhaite y participer à un stade ultérieur, en souscrivant aux obligations qu'elle impose, il en informe le Conseil européen et souscrit à la déclaration annexée à la Constitution.~~

~~2. Un État participant qui fait l'objet d'une agression armée sur son territoire informe les autres États participant de la situation et peut demander l'aide et l'assistance de ceux-ci. Les États participant se réunissent au niveau ministériel, assisté par leur représentant au sein du comité politique et de sécurité et du comité militaire.~~

~~3. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies est immédiatement informé de toute agression armée ainsi que des mesures prises en conséquence.~~

~~4. Ces dispositions n'affectent pas, pour ceux qui sont concernés, les droits et obligations résultant du traité de l'Atlantique Nord.~~

---

**Explication :**

**Voire notre commentaire à l'article 30, n. 7, Partie I, Titre V.**